

# *SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE* *CGT, CFDT, CGT-FO, SUD, CGC, CFTC*

---

## **Mobilisation de la statistique publique le 2 octobre !**

### **Le contexte de casse du service public**

Le projet de délocalisation de la statistique publique concerne tous les agents travaillant à l'Insee et dans les Services statistiques ministériels, en région ou à Paris.

Ce projet s'inscrit largement dans les réformes et réorganisations en cours, destructrices pour le service public et inacceptables pour les personnels:

- le quasi non remplacement des agents partant à la retraite va toucher durement l'Insee dans les 5 ans à venir où près de 2 000 agents vont partir à la retraite. Cela est notable pour les établissements régionaux, dont le "seuil de viabilité" déjà énoncé par la direction de l'Insee est de 80 agents. Or, de nombreuses DR ont déjà atteint le plancher du moyen terme 2010...
- la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) dont les décisions sont déjà annoncées pour d'autres administrations dont les missions se voient reconfigurées et dénaturées : beaucoup de missions de service public sont touchées et par ricochet presque tous les Services Statistiques Ministériels.
- la loi sur les mobilités et parcours professionnels, bientôt examinée à l'assemblée nationale, qui si elle est votée sera l'outil permettant entre autre les délocalisations : elle instaure l'obligation pour les agents dont le poste a été supprimé ou délocalisé, de ne pas refuser plus de trois postes sous peine d'être mis en disponibilité, en d'autres termes, licencié.

### **Un mépris des personnels publics**

Le projet de délocalisation de la statistique publique a non seulement été décidé sans considération pour la réalisation et la qualité des travaux de la statistique publique, mais aussi pour ses agents. En effet, ceux-ci sont simplement considérés dans cette affaire comme des pions.

Pourtant, ce sont bien eux qui assurent jour après jour la qualité de la production et des études statistiques.

Ce projet méprise le professionnalisme des agents de la statistique publique et considère que leur travail est interchangeable, quasiment du jour au lendemain.

En considérant qu'ils doivent accepter sans sourciller de partir pour une autre région, le projet ne tient pas compte du fait qu'un agent public a aussi une vie sociale et familiale là où il habite. Les conjoints et enfants ne sont pas non plus des pions que l'on déplace du jour au lendemain.

Jouant sur l'opposition entre salariés du privé et du public, en considérant les fonctionnaires comme "privilégiés" pour mieux les faire taire, le gouvernement montre son mépris pour l'attachement au travail dont témoignent les agents de la statistique publique.

### **Les actions en cours et à développer !**

C'est contre ce projet que de nombreux agents se mobilisent. Qu'ils soient à la DG de l'Insee, dans les DR, dans les CNI, les SR ou dans les SSM.

Les AG du personnel qui ont eu lieu dans tous les établissements ont rassemblé près de 2 000 agents. Ils ont voté une motion contre le projet, et les pétitions sont encore en cours de signature (déjà près de 1 000 sur les établissements de la DG).

Des comités de défense de la statistique publique se sont créés dans beaucoup d'établissements. Ils formulent des analyses et des arguments et programment des actions.

- **Le 2 octobre sera la première journée nationale contre la déstructuration de la statistique publique, et sera l'occasion pour les personnels d'exprimer leur refus d'une délocalisation qui fait peu cas de leur attachement à leur travail et de leur vie personnelle ;**
- **Une pétition internet « Sauvons la statistique publique » sera lancée à destination des utilisateurs de la statistique publique.**

## **Rejoignez les manifestations programmées localement le 2 octobre !**

Paris, le 30 septembre 2008